

“Ne me parlez pas de malheur”...

Moins 80 %...! C'était il y a deux ans. La Commission européenne avait alors décidé de couper les vivres et de massacrer les budgets destinés à secourir les plus démunis : moins 80 %.

Un choc pour la Fédération européenne des banques alimentaires qui, en Belgique, distribue chaque année 360.000 tonnes de denrées à 4,9 millions de personnes. En une fois, la Commission grevait de 400 millions d'euros les aides aux Européens empêtrés dans la misère : “Cela signifie que 40 % de démunis n'auront plus droit à rien. C'est dramatique.”

Qui est concerné? De plus en plus de monde : “Avec l'augmentation de la grande pauvreté, un nombre croissant de personnes sont acculées à des attitudes stratégiques : elles font des économies sur leurs dépenses alimentaires pour faire face au coût de l'énergie, du loyer, des soins médicaux.” Une double peine pour les précaires : 15 % de la population belge vit, selon les statistiques officielles, sous le seuil de pauvreté (996 euros mensuels pour un isolé); près de 360.000 personnes n'arrivent plus à rembourser leurs crédits; 18.000 familles sont menacées d'expulsion de leur logement et, d'une manière générale, plus de 20 % de la population bouclent très difficilement leurs fins de mois.

RÉCIDIVE

Décembre 2012. Les autorités européennes récidivent : le prochain budget alloué au Programme européen d'aide alimentaire est, une nouvelle fois, rabaisé – passant à 360 millions.

LES DIRIGEANTS EUROPÉENS VIENNENT D'AMPUTER DE 40 POUR-CENT LES FONDS CONSACRÉS À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ – ALORS QUE LE NOMBRE DE NÉCESSITEUX N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI ÉLEVÉ.

Jean Flinker
Membre d'Attac Bruxelles (1)

Conséquence : en 2012, “la contribution” européenne équivalait à un repas complet – un jour sur trois – pour les 19 millions d'Européens en état de grande pauvreté, couvrant seulement 33 % des besoins. Demain, cette contribution chutera à 20 %. Une véritable catastrophe humanitaire.

jeunes générations ont un risque plus élevé de tomber dans la pauvreté que leurs aînés. Dans les autres pays de l'Union, c'est pareil.

En France, on comptait 7,9 millions de pauvres en 2006. Quatre années plus tard, ils sont 8,6 millions. Deux nouveaux emplois sur

Monti. En treize mois, le nombre de jeunes de moins de 35 ans qui recherchent un emploi a franchi la barre du million : les 15-35 ans au chômage représentent désormais 30 %...

En Espagne, où “le trou noir est de plus en plus grand”, le pays affiche les ingrédients d'une crise sociale majeure : une politique d'austérité historique, des coupes implacables dans l'éducation et la santé, des dizaines de milliers de familles surendettées jetées à la rue. En cinq ans, le taux de chômage est passé de 11 à 26,1 % – et devrait encore croître sensiblement selon le FMI. Cinquante-deux pour-cent des moins de trente ans se trouvent sans emploi. Treize pour-cent des enfants ne mangent qu'un repas par jour; deux millions de gosses sont dans la misère. Mais les 20 % d'Espagnols les plus riches gagnent 7,5 fois de plus que les 20 % les moins aisés (un chiffre-record dans les 27 pays de l'Union) et Amancio Ortega, le fondateur du groupe Inditex (Zara, Massimo Dutti) est devenu – avec 57,5 milliards de dollars – la première fortune de l'Union.

Au Portugal, le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans

“L'ALLEMAGNE VEND LE CARBURANT IDÉOLOGIQUE QUI ALIMENTE LA DÉRÉGULATION À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE. UNE POLITIQUE TURBO-LIBÉRALE IRRÉSISTIBLE, QUE L'INTRODUCTION DE L'EURO A IRRÉMÉDIABLEMENT EXACÉRBEÉ.”

“Ce n'est tout simplement plus possible de dire : “Pour sauver les banques, l'Europe doit être solidaire mais pour aider les plus pauvres, ce n'est pas la peine”...”
En Belgique, 510.000 enfants (sur les 2,2 millions que compte le Royaume) vivent dans des ménages exposés au risque de paupérisation ou d'exclusion. Pour la première fois dans l'Histoire, les

trois sont des contrats précaires, ne donnant droit qu'à une (une) semaine de travail.

Dans la troisième économie de la zone euro, 28,4 % des Italiens ont de plus en plus de mal à s'en sortir. Une augmentation de 3,8 % par rapport à 2011, due en grande partie à la politique d'austérité imposée par le gouvernement

LA COMMISSION EUROPÉENNE AMPUTE LE BUDGET DE L'AIDE ALIMENTAIRE DE 40%



TITOM

s'élève aujourd'hui à 39 % contre 30 % il y a un an... Le mois dernier, le ministère de l'Éducation a révélé qu'en moins de vingt jours, le nombre d'élèves souffrant de carence alimentaire avait bondi de 1.000 à près de treize milliers.

Sans parler de la Grèce avec son économie sous tutelle, un chômage cataclysmique (55,4 % chez les jeunes) et une opinion qui s'attend au pire. Deux tiers des Grecs, y compris le ministre des Finances Yannis Stournaras, se préparent à une année 2013 dévastatrice: "C'est maintenant que le plus dur commence, nous avons beaucoup de réformes à faire", a tenu à prévenir M. Stournaras.

Bilan. En 2007, 78 millions d'Européens vivaient dans le dénuement. En 2012: 125 millions (soit plus de 25 % de la population totale).

"MIRACLE" ALLEMAND

Ils ne peuvent pas payer leurs factures, manger régulièrement des repas équilibrés, se chauffer autant que nécessaire, disposer d'une voiture ou partir en vacances: 16 millions de personnes, un Allemand sur cinq, sont menacées par la pauvreté. Un risque qui monte à 65 % pour les personnes sans emploi.

L'explication? Les indemnités de chômage moins importantes et moins longues (pas plus d'une année) que dans la plupart des autres pays européens.

Mais l'Allemagne est aussi concernée par le phénomène des "working poors", ces travailleurs dont les

revenus sont très bas. Comme le constate *le Rapport sur la pauvreté et la richesse*, publié fin septembre 2012 par le ministère des Affaires sociales, la RFA a connu durant la dernière décennie un surcroît d'inégalités: "Les hauts salaires affichent une tendance positive à la hausse – tandis que 40 % des salariés temps plein, les moins bien payés, ont vu leur salaire diminuer avec l'inflation." Au début des années 1970, la part des salaires et allocations représentait encore 72 % du revenu de la population. En 2010, cette part salariale ne s'élevait plus qu'à 60 %.

Il existe donc bien une face cachée des réformes menées en Allemagne depuis plus de dix ans: elles ont conduit à moins de chômage mais à plus de pauvreté. Une étude publiée récemment par le gouvernement fédéral allemand

révèle que l'espérance de vie des citoyens les moins payés avait fortement diminué entre 2001 et 2010. Dans les anciens länder d'Allemagne de l'Est, la chute de l'espérance de vie des petits revenus est éminemment marquée: elle passe de 77,9 ans à 74,1 ans, sur la même période.

De fait, les liens sont patents entre ce recul dûment enregistré de l'espérance de vie des plus pauvres et la formidable entreprise d'écrasement des coûts salariaux qu'ont constitués les réformes antisociales mises en œuvre par Gerhard Schröder puis par Angela Merkel. Avec empathie, Jean-Claude Trichet, alors Gouverneur de la Banque Centrale Européenne, les avaient tous deux avidement auréolés: "Les entreprises allemandes ont su s'adapter rapide-

ment à la mondialisation [...]. Le fait d'être très attentif à ses coûts de production et d'engager des réformes pour rendre l'économie plus souple peut servir d'exemple à tous ses voisins."

Désinflation compétitive, c'est-à-dire accroissement de la compétitivité des exportations par la répression des salaires: tel avait été le principe érigé en parfait modèle d'anti-coopération européenne dès la fin des années 1990 par G. Schröder (vite surnommé "le camarade des patrons"). "Nous avons créé l'un des meilleurs secteurs à bas salaires en Europe", se félicitait même le chancelier en 2005, lors du *Forum économique mondial* de Davos. Depuis lors dans la nouvelle Allemagne, le travail temporaire est devenu un secteur à part entière, et les "mini-jobs" se sont démulti- ➔

pliés. En 2011, 40 % des travailleurs allemands étaient embauchés avec des contrats à durée limitée et 6,5 millions étaient des employés "à bas salaire" (moins de 10 euros de l'heure). C'est peu dire : de tous les pays développés, l'Allemagne est celui qui a connu la plus lente progression des salaires entre 2000 et 2009 : ceux-ci ont baissé de 4,5 %!

Dans le même temps, l'écart entre riches et pauvres s'était déjà creusé si rapidement que même l'Organisation de coopération et de développement économiques avait dû s'en émouvoir : "Les inégalités salariales et la pauvreté se sont développées plus vite en Allemagne que dans n'importe quel autre pays de l'OCDE." En quatre années seulement, l'Allemagne comptabilisait officiellement 2,6 millions de pauvres en plus – dont 25 % parmi les moins de 25 ans.

Effet d'entraînement garanti : si dans les secteurs "sauvages" tels que la restauration ou la distribution, les rémunérations entre un et quatre euros de l'heure sont devenues la norme (comme en témoigne l'accroissement du volume des plaintes déposées devant les tribunaux du Travail), les grands noms de l'économie allemande n'ont pas trop attendu pour s'y mettre aussi. Volkswagen ou Deutsche Telekom ont ouvert leurs propres succursales de travail temporaire, afin de "mieux réguler les effectifs". De leur côté, la Société des chemins de fer et la Poste ont créé des filiales low cost destinées à casser les salaires : le facteur allemand ne travaillera plus pour Deutsche Post à 15 euros de l'heure, mais pour sa filiale First Mail à 9,80 euros.

TURBO-LIBÉRALISME

Conclusions : l'Allemagne vend non seulement un savoir-faire, mais aussi le carburant idéologique qui alimente la dérégulation à l'échelle européenne. Une politique turbo-libérale irrésistible, que l'introduction de l'euro a irrémédiablement exacerbée.

Car jusqu'à la fin des années 90, chaque pays pouvait encore dévaluer sa propre monnaie nationale – vendre ainsi moins cher sur les marchés extérieurs, favoriser la consommation des biens produits localement, recréer de l'emploi donc du pouvoir d'achat. L'introduction d'une monnaie unique (au demeurant surévaluée, ce qui en a fait un euro "allemand") aura définitivement cassé cette dialectique.

“COMME AVEC L'EURO IL N'EST PLUS POSSIBLE DE DÉVALUER LA MONNAIE, CE SONT LES SALAIRES QUI L'ONT ÉTÉ.”

Comme avec l'euro il n'est plus possible de dévaluer la monnaie, ce sont les salaires qui l'ont été (l'euro ayant d'ailleurs été conçu notamment pour cette raison).

Du coup, à la dévaluation monétaire (désormais impossible) s'est substituée la déflation salariale : la paye devient la dernière variable d'ajustement dont disposent les entreprises pour améliorer leurs coûts relatifs de production. Une

“DE TOUS LES PAYS DÉVELOPPÉS, L'ALLEMAGNE EST CELUI QUI A CONNU LA PLUS LENTE PROGRESSION DES SALAIRES ENTRE 2000 ET 2009 : CEUX-CI ONT BAISSÉ DE 4,5 % !”

pression constante sur le pouvoir d'achat des travailleurs européens qui a accéléré la crise de l'endettement privé, puis causé le surendettement public (pour éviter l'implosion du système bancaire) et entraîné partout la diminution des prestations sociales.

Transfert massif des charges patronales sur la fiscalité payées

par les salariés et la population (comme l'avait appliqué le gouvernement SPD-Grünen dès 2002); enfermement des politiques économiques soumises à la surveillance des marchés financiers; concurrence extrémiste entre pays aux standards socio-économiques radicalement différents : c'est l'Allemagne, au premier chef, qui a voulu ces règles pour l'Europe et les lui a imposées...

Impossible de pouvoir prétendre le contraire : "Personne ne profite autant de la zone euro que les Allemands, économiquement et politiquement", a donc convenu Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances. L'importance de l'excédent commercial allemand vis-à-vis de ses partenaires européens correspond, d'ailleurs, à une structure des échanges de type néocolonial. Au sein de l'UE, on observe par conséquent des relations inégales

des transactions courantes de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Portugal et de l'Espagne, on obtient (au total) 159,2 milliards d'euros. Soit pratiquement le montant des excédents réalisés par l'Allemagne, seule : 158 milliards.

La ruine économique, c'est très simple. Quand on a une monnaie unique, les zones dont la compétitivité est forte (à l'entrée dans le système de la monnaie commune) tendent à se renforcer continuellement et les zones dont la compétitivité était plus faible, au mieux, se stabilisent (mais toujours avec un écart de compétitivité important), au pire, régressent et finissent par se désindustrialiser.

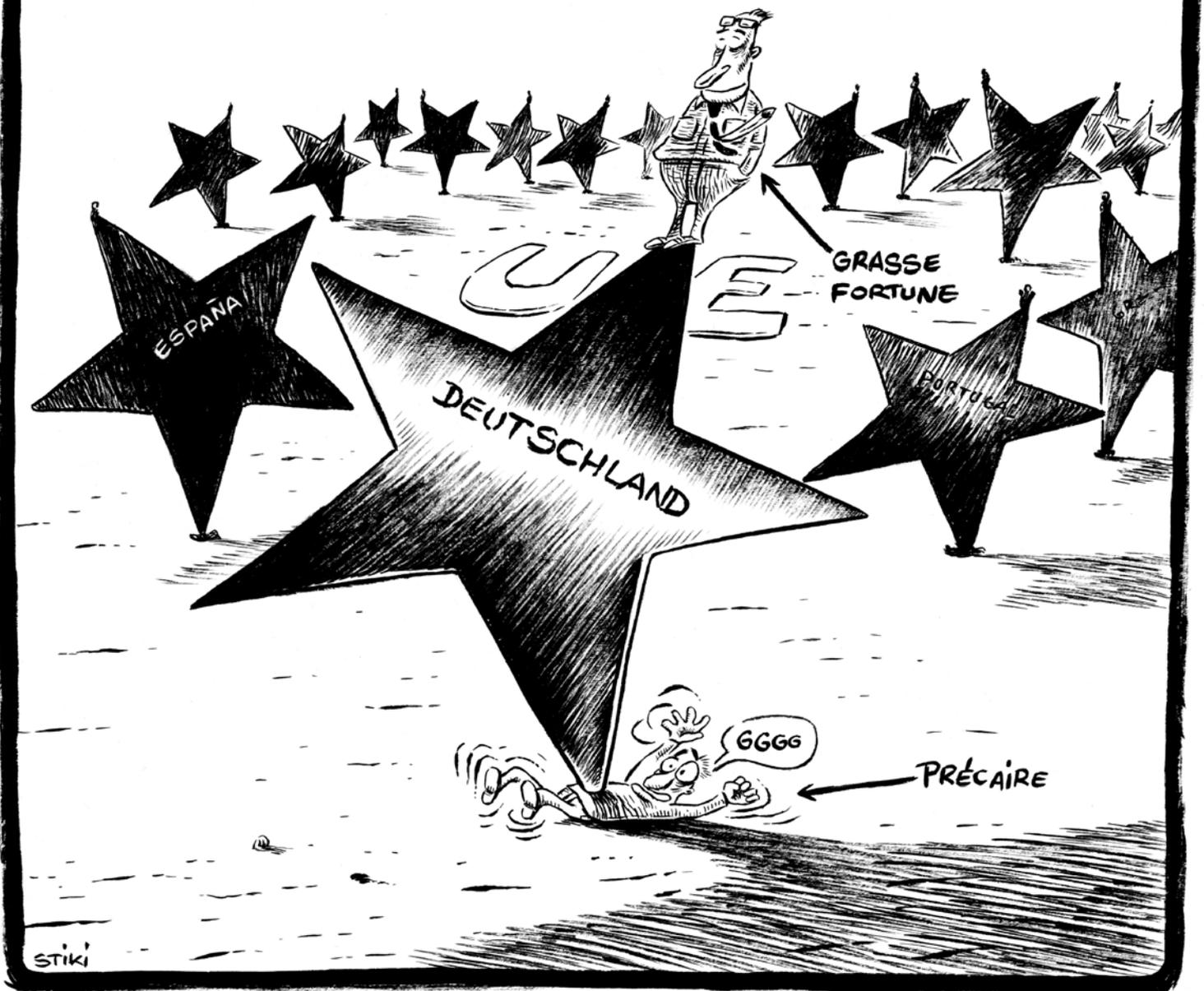
Il est donc établi que la politique du gouvernement allemand pose aujourd'hui un problème pathologique à l'UE en raison du déséquilibre qu'elle introduit au sein même de l'Union.

DEMAIN DE MAÎTRES

Bien entendu, les bons augures nous avaient annoncé des lendemains toujours meilleurs. Ainsi il y a treize ans, plaidant les bienfaits de l'État social actif (version belge), le ministre des Affaires sociales de l'époque – le socialiste Frank Vandenbroucke – avait expliqué : "En Europe, 18 % de la population se trouvent actuellement sous le seuil de pauvreté. Il faut ramener ce chiffre à 15 % en 2005, à 10 % en 2010. Avec l'Union européenne sera bâtie une société qui propose de la qualité à chacun de ses membres."

Pour être de bons comptes, il faut même rendre à César ce qui lui appartient : en mars 2000, lors du Sommet de Lisbonne, l'autorité européenne avaient solennellement promis d'"assurer l'inclusion sociale active de tous" et d'"éradiquer la pauvreté en une décennie". À l'époque, l'existence de 55 millions de pauvres dans l'Europe des "quinze" était même déclarée "inacceptable". Il faudra, avait-on alors insisté, poursuivre la mondia-

COMMENT L'UE TIENT DEBOUT



lisation car elle aurait permis que se résorbe l'écart entre les pays. Mais si ce fossé s'est réduit parce que les États pauvres comptent désormais plus de riches, et les États riches de gens extrêmement pauvres..., il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser.

Inutile d'insister sur le désarroi dans lequel la crise de l'euro a précipité l'Union. L'Europe est en proie à la récession la plus profonde et la plus longue jamais endurée depuis la Seconde Guerre

mondiale. Elle n'est pas près de s'en sortir.

Les pauvres non plus. Enfin, pas si sûr. Martin Schulz (le Président du Parlement européen) prophétise: "Une explosion sociale menace"...

Et le professeur de macro-économie à la London School of Economics, le libéral Paul De Grauwe prévient: "En poussant ces pays dans une dépression rappelant les années 30, on a pris le risque de déclencher une révolution politique

et sociale au sud de l'Europe."

"L'Espagne suit malheureusement le chemin de la Grèce. Selon les spécialistes, l'insurrection sociale est au coin de la rue. Le cas d'Iberia, qui vient de licencier un quart de son personnel, risque d'être suivi par d'autres entreprises emblématiques espagnoles: chacune pouvant mettre le feu aux poudres, sans pouvoir anticiper laquelle. Si cela se produit, bonne chance pour l'arrêter, vu le grand nombre de chômeurs

et d'exclus qui seront sur les barricades". (Roland Gillet, professeur de gestion financière à la Sorbonne, dans Le SOIR du 31 décembre 2012).

Il est vrai que, dans la dernière enquête Eurobaromètre réalisée au printemps 2012, seuls 31 % des personnes interrogées déclaraient encore faire confiance aux institutions européennes. Soit dix points de moins qu'un an auparavant et le plus bas niveau jamais atteint. ■